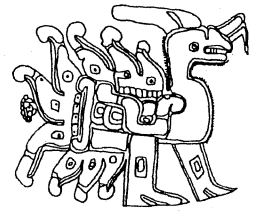




EL SALVADOR



D 2137 • Sv6
1-15 mars 1997

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

Église-État
Église catholique
Communauté chrétienne
Épiscopat
Politique ecclésiastique

LA PROMOTION DE L'ARCHEVÊQUE DE SAN SALVADOR AU GRADE DE GÉNÉRAL DE BRIGADE SUSCITE DE VIVES RÉACTIONS

Mgr Sáenz Lacalle, archevêque de San Salvador depuis le 21 avril 1995 (cf. DIAL D 1990 et D 2094), administrateur apostolique de l'Ordinariat militaire (diocèse aux armées), membre de l'Opus Dei, a été promu général de brigade le 24 janvier 1997 au cours d'une cérémonie pendant laquelle il prêta serment devant le ministre de la défense. Retransmis par les médias, cet événement a profondément choqué des communautés chrétiennes. Il convient évidemment de situer dans le contexte particulier d'El Salvador cette promotion militaire. El Salvador est un pays tout récemment sorti d'une guerre civile meurtrière au cours de laquelle l'armée a commis de nombreux assassinats et atrocités, y compris contre les chrétiens. Plusieurs d'entre eux sont morts martyrs de leur foi et de leur engagement au service de la justice. Antérieurement à la venue de Mgr Sáenz Lacalle, l'archevêché de San Salvador avait une forte tradition de service des pauvres et d'indépendance à l'égard des pouvoirs, avec la figure emblématique

de Mgr Romero, "pasteur, prophète et martyr". L'archevêque actuel mène une politique de correction systématique de l'oeuvre de ses prédécesseurs. Pour ne citer que quelques faits significatifs, signalons l'élimination de l'équipe de formation du grand séminaire jugée trop proche de la ligne de Mgr Romero, la destitution de la responsable de la Caritas diocésaine, le changement du directeur et de l'équipe de la radio diocésaine YSAX, la mise à l'écart du responsable de la pastorale des jeunes, la mutation du père Rodolfo Cardenal, la nomination de Mgr Rosa Chávez, jusqu'alors évêque auxiliaire et fidèle continuateur des intuitions des derniers évêques, comme curé de paroisse, etc.

Après un bref rappel des faits, nous présentons ci-dessous la position de Mgr Sáenz Lacalle, suivie de deux communiqués, l'un émanant de chrétiens du diocèse de San Salvador, l'autre de communautés chrétiennes, de religieuses et de prêtres du diocèse de Chalatenango.

LES FAITS

Le ministère de la défense a accordé hier le grade de général de brigade à Mgr Fernando Sáenz Lacalle, archevêque de San Salvador et administrateur apostolique de l'ordinariat militaire, au cours d'une cérémonie spéciale célébrée au Commandement de la doctrine et de l'éducation militaire (CODEM).

Au cours de la même cérémonie présidée par le haut commandement

militaire, d'autres membres du service religieux, du service de santé, et de la musique militaire ont reçu leur grade correspondant.

Un communiqué du Centre des communications et du protocole de l'armée a expliqué que ces grades ont été donnés conformément à l'Ordonnance de l'armée et du règlement de la loi de la carrière militaire qui règlent le fonctionnement des forces armées. Le communiqué signale que les grades militaires prévus pour les membres de l'Église catholique qui sont au service

des forces armées sont octroyés sur la base d'un accord entre le Saint-Siège et la République d'El Salvador, qui date de 1968. De même, c'est conforme au Règlement de l'organisation du service religieux à l'intérieur de l'institution militaire, selon ce qui est établi au décret 57 publié au journal officiel du 30 juillet 1986 aux articles 13 et 14. En plus de Mgr Sáenz Lacalle, l'institution militaire a accordé le grade de colonel au Père Carlos Francisco Mejía, de lieutenant-colonel aux prêtres Leopoldo Jesús Barreiro

Gómez, et Geovanni Bergamasco. Le grade de major a été donné au prêtre Fabio Reynaldo Colindres Abarca et Samuel de Jesús Riveira. Ont été assimilés au grade de capitaine les pères Juan Agustín Herrera Montoya et Carlos Méndez Hernández.

Selon le porte-parole officiel, l'attribution de ces grades militaires a pour objectif de renforcer la morale, la discipline et les autres règles qui doivent prévaloir parmi les membres des forces armées, dans le but de préserver et de rehausser les valeurs professionnelles et religieuses, conformes à la modernisation sociale et institutionnelle (*La Prensa Gráfica*, 25 janvier).

Carta a las Iglesias, 16 janvier 1997

LES EXPLICATIONS DE MGR SÁENZ

"L'archevêque de San Salvador, Fernando Sáenz Lacalle, rejette aujourd'hui les critiques émanant de quelques secteurs de l'Église catholique sur sa récente promotion au grade de général de brigade de l'armée, où il remplit le rôle de vicaire aux armées."

Sáenz Lacalle, de nationalité espagnole et membre de l'Opus Dei, a expliqué à la presse qu'il remplit le rôle de guide spirituel des forces armées depuis juillet 1996, mais en qualité d'administrateur apostolique, en attendant que le Vatican nomme un évêque aux armées. "Il y a trois jours encore, j'avais le grade de colonel et j'ai reçu une promotion", a dit l'archevêque (...)

Sáenz Lacalle a insisté sur le fait que "il y a une tâche spirituelle et sacerdotale à l'intérieur de l'armée mais les prêtres qui sont dans cette structure n'interviennent absolument pas dans quelque décision que ce soit au niveau militaire ou à d'autres niveaux ; ils consacrent avec sagesse leur temps à l'action pastorale". Il a insisté en disant que cette situation est acceptée dans l'Église, étant donné qu'elle "assure à l'intérieur de la structure

militaire le respect qui leur est dû (aux prêtres) ainsi que les liens et le rôle de conseil auxquels on doit se tenir".

L'archevêque a assuré qu'il essaie d'obtenir du Saint-Siège la nomination à court terme d'un évêque aux armées, étant donné que, de par sa charge, ses propres fonctions ne lui permettent pas de répondre comme il le doit aux responsabilités de façon temporaire (*ACAN-EFE*, 26 janvier 1997).

Carta a las Iglesias, 16 janvier 1997



Durant une conférence de presse qui a suivi l'homélie dominicale traditionnelle, le prélat catholique a affirmé que la nomination d'un nouvel Ordinaire militaire¹ était en cours, et qu'il avait également demandé que cela se fasse avant la fin de l'année.

"En attendant, j'essaie de remplir cette fonction le mieux possible", a-t-il déclaré, en s'abstenant de révéler les émoluments attachés à cette charge par discrétion à l'égard de celui qui sera nommé.

Sáenz a déclaré que "il est très important que l'Ordinaire militaire soit général parce qu'il a ainsi un grade qui le situe, comme il convient, au niveau de l'État-major et qu'il ne dépend donc pas d'un bureau de troisième ou de deuxième catégorie".

Co Latino, 3 février 1997

DES CHRÉTIENS DU DIOCÈSE DE SAN SALVADOR

Nous qui exprimons notre adhésion à cette lettre, nous faisons partie du peuple de Dieu, qui a vécu et vit l'expérience de la foi chrétienne au sein de l'archidiocèse de San Salvador. Nous sommes donc héritiers d'une histoire ecclésiale fidèle à l'Évangile, à la doctrine de l'Église et incarnée dans la réalité du pays. Conscients de

1. Le mot "Ordinaire" désigne ici l'évêque aux armées (NdT).

cet héritage et de notre vocation chrétienne à participer à la triple fonction prophétique, sacerdotale et royale du Christ (Medellín, 10, 7), nous exprimons notre sentiment à propos de l'attitude de l'archevêque Fernando Sáenz, en relation avec l'orientation qu'il donne à l'archidiocèse.

1. En juin 1995, alors que Mgr Sáenz venait d'être nommé archevêque de San Salvador, nous avons exposé à la Secrétairerie d'État du Vatican notre inquiétude, car une telle nomination a déconcerté, frustré et crée un malaise au sein d'une bonne partie du peuple de Dieu, qui attendait un pasteur qui serait garant de la continuité de l'apport précieux de ses prédécesseurs.

2. Au long de ces 21 mois d'épiscopat, le comportement de Mgr Sáenz a confirmé les craintes exprimées à ce moment. En effet, dans l'année et demi écoulée, tout semble indiquer qu'un virage contraire à la direction donnée par les trois derniers archevêques a eu lieu dans l'archidiocèse. Les exemples sont clairs et scandaleux. On prêche un Évangile désincarné comme si la mission de l'Église n'avait rien à voir avec la vie concrète, personnelle et sociale, des hommes et des femmes (prédication contraire à l'esprit d'*Evangelii nuntiandi*, 29, 31). Des changements importants se sont produits dans la curie épiscopale, qui rendent de fait impossible de continuer dans la direction donnée par les archevêques précédents (servir le peuple salvadorien crucifié avec Jésus). Le recteur et l'équipe de formation du séminaire ont été destitués en raison de leurs affinités avec l'esprit de Mgr Romero. La visite du pape en 1996 fut organisée à partir de, par et pour le gouvernement², la privant ainsi de sa portée pastorale. Des religieuses et des prêtres dont le travail pastoral se caractérisait par leur engagement au service de la vérité, pour la justice et l'option pour les pauvres ont été destitués. L'évêque auxiliaire, qui est celui qui pouvait le mieux assurer la continuité de la tradition évangé-

2. Cf DIAL D 2065 (NdT).

lique et de la tradition des martyrs de l'archidiocèse, a été marginalisé. Les laïcs, hommes et femmes faisant preuve d'une plus grande lucidité critique, sont exclus de la mission d'évangélisation. Les moyens de communication de l'archevêché ne sont plus engagés dans la ligne qui avait fait d'eux une conscience critique. Et dernièrement, de nouveaux signes antiévangéliques ont été manifestés, causant stupeur et scandale dans le peuple de Dieu, comme c'est le cas de l'acceptation par l'archevêque de sa promotion au grade de général de brigade. Sur ce dernier point, nous exprimons quelques remarques :

a) La stupeur et le scandale causés par cet événement ne proviennent pas de ses aspects formels ou juridiques. Ils proviennent bel et bien de la longue histoire de l'institution militaire, responsable de nombreux crimes et massacres dont beaucoup de victimes ont été des chrétiens (religieux et laïcs). Nous avons toujours très présents à l'esprit le massacre de Mozote, de Sumpul et des prêtres jésuites, pour citer quelques cas. Dans ces faits et dans d'autres d'égale importance, les responsables ont été, selon le rapport de la Commission de la vérité, des membres de l'armée dont l'archevêque est aujourd'hui général.

b) Il ne semble pas importer à l'archevêque - et désormais général de brigade - que l'évêque précédent aux armées, Mgr Joaquín Ramos, ait été assassiné et, selon les enquêtes du Bureau de tutelle légale de l'archevêché, tous les indices qui peuvent être retenus montrent que le crime a été commis par des militaires. Il y a toujours une sérieuse présomption que cet assassinat n'a pas été un acte de délinquance ordinaire, mais une action politique. On a cherché à éliminer Mgr Ramos, en raison de l'information qu'il pourrait détenir sur ce qui s'est passé à l'intérieur des forces armées. Le fait que ce crime n'ait pas été éclairci et l'attitude officielle prétendant le laisser tomber dans l'oubli étaient des raisons suffisantes pour ne pas accepter une telle nomination.

c) Les arguments avancés par l'archevêque pour justifier sa promotion ne convainquent pas. Si ces nouvelles charges n'avaient aucune incidence sur le commandement militaire, quel est le sens de ces promotions ? Ne seraient-elles pas pures gloires et vanités mondaines ? Ne serait-il pas plus évangélique que l'archevêque et les aumôniers militaires renoncent à de tels privilèges pour être au service de la mission évangélisatrice avec une plus grande liberté ?

d) Mgr Luis Chávez sut accompagner les changements importants qui se sont produits dans l'Église et dans la société (en étant fidèle à Vatican II), sans crainte et en discernant, avec une intuition certaine, où se trouvait la vérité chrétienne. L'épiscopat de Mgr Oscar Romero s'est caractérisé par une défense claire du pauvre et de l'opprimé. Pastoralement, il s'est mis de leur côté, il a dénoncé la misère et ses causes, il s'est rendu proche du peuple pauvre. En cela, il n'imitait pas seulement Jésus, mais il fit de la défense du pauvre la fonction spécifique et fondamentale de son ministère épiscopal. Suivant l'esprit de ses prédécesseurs, Mgr Rivera assumait de façon positive et créative leur héritage : il promut le dialogue et la négociation comme chemins pour atteindre la paix dans la justice en El Salvador, il eut une grande affection envers les majorités pauvres et il comprit son épiscopat comme un service pour l'annonce et la réalisation du Royaume de Dieu. Avec Mgr Sáenz, en revanche, la réalité institutionnelle de l'Église est chaque fois plus détachée du monde des pauvres et plus proche des puissants de ce monde; plus embarrassée de privilèges et de prébendes et moins concernée par les souffrances et les angoisses, les joies et les espérances des majorités pauvres. Devant une situation aussi grave, nous croyons qu'il est de notre responsabilité de peuple de Dieu, d'exhorter l'archevêque à revoir ses attitudes et ses décisions.

San Salvador, 7 février 1997

DOUTES, CONFUSIONS ET SCANDALE DANS LES COMMUNAUTÉS DE CHALATENANGO

Nous sommes un groupe de communautés chrétiennes, de religieuses et de prêtres du diocèse de Chalatenango (...)

Nous parlons à partir d'un diocèse qui a fait l'expérience du martyr pendant la dernière guerre civile. Nous avons vu comment les forces armées ont décimé notre population civile, tuant injustement vieillards, femmes et enfants, au cours de massacres qui se sont produits dans notre pays et dans lesquels nous avons perdu beaucoup de nos proches.

Face à ce qui a été présenté dans les moyens de communication sociale à propos de cette promotion, doutes, confusions et scandale se sont faits jour dans le peuple de Dieu. **Des doutes** parce que nous avons vu comment l'archevêque de San Salvador avait prêté serment devant le ministre de la défense comme n'importe quel fonctionnaire public, ce qui nous conduit à penser que, selon le serment prononcé, le président de la république est son commandant en chef et que, de plus, il est sujet du ministre de la défense et du haut commandement des forces armées. De plus, il y a une circonstance aggravante : le serment, largement diffusé par les moyens de communication sociale, a été fait en pleine campagne électorale, donnant ainsi l'impression que l'Église et sa crédibilité sont manipulées et utilisées politiquement. Nous nous demandons : la conduite de l'Église restera-t-elle entre les mains de ces nouveaux chefs ? **Des confusions**, parce nous ne comprenons pas ce qui a conduit l'archevêque à oublier la tradition et la ligne pastorales inaugurées par Mgr Luis Chávez y González, scellées par le martyr de Mgr Romero et continuées par Mgr Rivera, qui ont toujours été libres et indépendants de tous les pouvoirs

civils et militaires. Le Pape Jean-Paul II dans sa lettre apostolique *Tertio Millenio Adveniente*, n° 37, nous dit : "il est nécessaire que les Églises locales fassent tout leur possible pour ne pas oublier ceux qui ont souffert le martyr". **Du scandale**, parce que nous croyons qu'accepter cette charge assermentée et se subordonner au commandement militaire, c'est donner son aval, avec sa personne et sa dignité ecclésiastique, à une institution qui a persécuté l'Église.

Nous nous rappelons les paroles de l'Évangile de Matthieu : "Nul ne peut servir deux maîtres : ou il haïra l'un et aimera l'autre, ou il s'attachera à l'un et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent." (Mt, 6, 24) Le texte nous indique que nous devons rester libres pour mieux servir Dieu. Nous demandons : quel maître l'archevêque servira-t-il désormais ?

D'autre part, nous sommes déconcer-

tés par les déclarations de l'archevêque aux moyens de communication sociale lorsqu'il dit qu'il négocie avec Rome la nomination d'un nouvel archevêque aux armées, alors que l'assassinat de l'évêque précédent aux armées, Mgr Joaquín Ramos, n'a pas été élucidé comme il aurait dû l'être.

Dans un pays comme le nôtre où plus de 60 % de la population vit dans l'extrême pauvreté, les salaires substantiels et les prestations généreuses que ces charges comportent ont de quoi surprendre, d'autant plus qu'ils proviennent des impôts que payent également les pauvres. Ne serait-il pas plus évangélique que les évêques et les aumôniers militaires renoncent à de telles prestations ?

Nous sommes tous responsables dans la recherche du pardon et de la réconciliation dans notre pays. Pour cela, nous rappelons les paroles du pape Jean-Paul II, dans son message pour la

Journée mondiale de la paix, qui nous dit : "Ainsi, nous sommes tous appelés à vivre la vérité. Là où l'on sème le mensonge et l'erreur, fleurissent suspicions et divisions. De même, la corruption et la manipulation politique ou idéologique sont essentiellement contraires à la vérité, portent atteinte au fondement même de la vie commune de la société et sapent les possibilités de relations sociales pacifiques."

Comme peuple de Dieu, nous prions pour que l'Église soit fidèle à l'esprit du Seigneur Jésus.

Chalatenango, 31 janvier 1997

Traduction DIAL - En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.